

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 64

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### LA DROITE CONTRE LE SERVICE PUBLIC.

*Le gouvernement Villepin a annoncé la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires en 2007, dont 8 700 dans l'éducation nationale. Alors que les émeutes de novembre et la multiplication des incidents dans les établissements scolaires soulignent, au contraire, le besoin de créer des postes d'enseignants et de personnel d'encadrement dans les quartiers en difficulté. Rappelons que de 2003 à 2015, les départs en retraite des fonctionnaires se chiffrent à 1 530 000, soit 42% des effectifs en activité en 2002. La droite a affiché comme objectif de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux, ce qui conduirait à un délabrement sans précédent de l'ensemble des services publics.*

### GUANTANAMO ZONE DE NON DROIT.

*Après le suicide de trois détenus du camp américain de haute sécurité située à l'extrémité sud est de Cuba, de nombreuses organisations humanitaires dénoncent l'illégalité qui prévaut dans cette prison où plusieurs centaines d'hommes sont détenus sans jugement ni charges d'inculpation. Ils sont incarcérés en dehors des règles et garanties judiciaires internationales. Selon le commandant de Guantanamo, le contre-amiral Harris, le suicide des trois détenus est « un acte de guerre », alors qu'un haut responsable de la diplomatie américaine parlait de « coup de pub pour attirer l'attention ». A trop semer la haine...*

### NOUVEAU RECORD POUR LES DEPENSES MILITAIRES EN 2005.

*Avec 1 118 milliards de dollars, elles ont augmenté de 3, 4% par rapport à 2004 - et de 34% en dix ans. Qui parlait de « monde pacifié » après la chute du mur de Berlin. Les Etats-Unis représentent 48% du total des dépenses, suivis, mais de très loin, par le Royaume Uni, la France, le Japon et la Chine, qui exporte de plus en plus ses armes vers des zones de conflits.*

### BILAN CALAMITEUX DU CNE.

*C'est un rapport très officiel qui le dit : seuls 10% des contrats nouvelle embauche sont des créations d'emploi, les autres ont « cannibalisé » des CDI ou CDD. D'autre part, 30% des CNE ont été rompus dans les six mois qui ont suivi leur signature. Les Conseils de Prud'hommes ont d'ailleurs été saisis de très nombreux cas de licenciement abusif. Chapeau Villepin !*

## EDITO: LE PROJET SOCIALISTE LAISSE LA GAUCHE SUR SA FAIM

Certes, sa version n'est pas définitive, les sections du parti étant conviées à l'amender d'ici à la fin du mois. Mais en l'état, le projet du PS pour 2007 présente trop de lacunes pour prétendre rassembler la gauche. Dans les limites de cet éditorial, nous nous contenterons d'aborder deux questions essentielles.

**1- Les institutions.** Le projet socialiste appelle de ses vœux une « nouvelle république ». Mais à faire l'inventaire des réformes suggérées, on constate que c'est un simple ravalement de la Vème que le PS entend effectuer. « Maîtrise par le Parlement de son ordre du jour, restriction des contraintes du parlementarisme rationalisé (49-3, ordonnances,...) » : tout cela est bel et bon mais ignore l'essentiel, à savoir l'impérieuse nécessité de sortir de la monarchie élyséenne pour refonder la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale. Le régime du « coup d'Etat permanent », stigmatisé jadis par Mitterrand, s'effondre sous nos yeux, mais le PS veut laisser intact le bonapartisme qui le sous-tend depuis 1958 !

Le projet prévoit « l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif » - quelle dose ? homéopathique ? et comment l'intégrer dans le mode de scrutin ? - ainsi que la réforme de l'élection des sénateurs, sans avancer, là non plus, de propositions précises. C'est plus que court au regard du besoin profond de démocratiser la vie publique, d'associer les citoyens, les syndicats et les associations aux prises de décisions et au contrôle de leur exécution. Que l'on ne s'y trompe pas : la crise sociale est certes au cœur de la problématique française, mais la clé ne peut être que politique. Si la gauche ne sait pas raviver la citoyenneté, mobiliser tout un peuple en vue de grandes transformations, le capital financier continuera à régner en maître dans notre pays. Qui veut mener sincèrement une politique alternative au libéralisme doit sans atermoiement déverrouiller les institutions.

**2- Le rôle de l'Etat et les services publics.** Restaurer l'Etat républicain dans ses prérogatives, lui redonner un rôle moteur dans la vie économique et sociale : telle doit être la ligne de force d'une politique de gauche, aux antipodes des gémissements jospiniens sur l'impuissance des pouvoirs publics. Or, là encore, le projet socialiste est très loin du compte. Agences régionales de réindustrialisation, nationalisations temporaires de certaines entreprises en difficultés (ben voyons, on socialise les pertes et on privatise les bénéfices...), « fonds public d'investissement pour prises de participation minoritaire dans les entreprises innovantes » : voilà qui manque singulièrement d'ambition et de précision.

Un fonds public d'investissement ? Cette proposition est avancée depuis un an par la Gauche Républicaine. Mais elle n'aura d'effet de levier sur l'économie que si ce fonds finance des grands

travaux d'infrastructures et d'équipements, sa vocation n'étant pas le capital-risque comme le suggère le PS. Et à condition de taxer les profits faramineux de la finance pour abonder ce fonds, ce que le projet socialiste se garde bien de proposer, quitte à laisser penser qu'il n'envisage qu'un mini-fonds au service d'une petite politique...

Quant aux services publics, le PS ne propose que la renationalisation d'EDF-GDF. Et l'eau, les autoroutes, France Télécom, le groupe Total et ses profits milliardaires ? Que l'on ne nous objecte pas le coût des nationalisations : les indemnités doivent être fixées par la représentation nationale qui aura évidemment à tenir compte des surprofits réalisés par les actionnaires, et seront payées au gré des bénéfices des entreprises à nouveau publiques. Autrement dit : pas un euro de dette supplémentaire.

D'autre part, le PS propose « une loi cadre européenne définissant les missions de service public ». Aimable plaisanterie, vu l'orientation ultra-libérale de l'Union Européenne. Ce qu'il faut d'ores et déjà annoncer en cette matière, c'est que la France n'acceptera pas les directives de dérégulation et mise en concurrence, comme celle qui concerne le

marché de l'énergie et entrera en vigueur le 1er juillet 2007. Ainsi, si l'on prend l'exemple d'EDF-GDF – mais le principe vaut pour tous les services –, il ne suffit pas de nationaliser pour que l'approvisionnement en gaz et électricité soit un service public. Il faut aussi soustraire l'entreprise concernée aux règles de la concurrence pour garantir aux usagers tarifs préférentiels et égalité d'accès. Mais de cette définition fondamentale de ce que doit être un service public, le projet du PS ne pipe mot.

Alors que l'approche des échéances électorales suscite l'effervescence médiatique et risque de faire perdre la tête à certains, nous le réaffirmons avec force : les préparatifs en coulisses de telle ou telle écurie présidentielle ne nous intéresse pas. La gauche anti-libérale doit d'abord s'entendre sur un programme pour changer de cap en 2007. C'est à cette condition qu'elle pourra se mettre en ordre de marche derrière des candidatures uniques, à la présidentielle comme aux législatives. Des candidatures qui, loin de céder à la « peopolisation » de la politique, mettent en avant la rupture avec la Vème République pour faire triompher un projet collectif.

### **HUMEURS. « NICOLAS, SEGOLENE ET NOS ENFANTS ». Frédéric Dutoit, député PCF des Bouches-du-Rhône et maire des 15ème et 16ème arrondissements de Marseille, exprime son point de vue dans le monde du 14 juin. Extraits.**

« A quoi jouent-ils, l'ancien maire de la très bourgeoise Neuilly-sur-Seine et la présidente de la très rurale région Poitou-Charentes, quand ils déboulent, chez nous, dans les quartiers populaires des métropoles urbaines, pour y jouer les gros bras ? Sont-ils au courant que nous ne sommes pas des peuplades à soumettre, mais leurs concitoyens ? On a l'impression que non.

Voyez-vous, comme partout, la plupart de nos enfants font notre fierté. Un petit nombre d'entre eux nous désolent par leurs mauvais comportements. Parfois même, ils nous pourrissent la vie. Nous connaissons mieux que quiconque la nécessité d'empêcher ça, et sévèrement s'il le faut. Mais nous n'oublions pas pour autant qu'ils sont nos enfants. Et nous savons qu'ils ont besoin de le savoir, de ne pas en douter, si nous voulons éviter qu'ils se perdent.

Dans les quartiers nord de Marseille, beaucoup de difficultés nous assaillent. Il y a les injustices, la pauvreté, le chômage, le délabrement des services publics. Mais ce ne sont pas ces maux destructeurs qui me viennent à l'esprit quand je vois le cinéma sécuritaire dont on nous accable. C'est la dislocation sociale que provoque directement ce barnum électoral.

Mon expérience me le prouve chaque jour : aucune menace répressive ne peut aboutir à quoi que ce soit si d'abord n'est pas clairement, puis-

samment reconnue l'appartenance de nos enfants, de tous nos enfants, à la communauté. (...)

Mais nous voyons bien qu'il est plus difficile de trouver un travail quand on donne l'adresse d'une cité HLM. Nous voyons bien que ceux de nos enfants qui ont la peau sombre, ceux des nôtres qui se nomment Mohamed ou Fatima doivent affronter de pénibles discriminations. (...) Beaucoup d'entre nous, adultes et élus, tentons comme nous pouvons de trouver les mots du réconfort : vous êtes des nôtres, n'en doutez pas, votre citoyenneté ne consiste pas à obéir, à vous incliner, à vous « intégrer », elle est la grande et belle responsabilité devant laquelle vous êtes placés, comme toute nouvelle génération, de prendre le relais et d'assurer dignement votre souveraineté sur la République.

Si ce travail n'est pas fait, une fracture mortelle détruira nos quartiers et la société. Aucune manifestation d'autorité n'y pourra rien. Si ce travail est fait, oui, nous pouvons envisager avec quelque chance de succès des dispositifs efficaces de lutte contre la violence et l'insécurité qui abîment gravement notre vie quotidienne. Sévérité ? Répression ? Ca ne me choque pas, si les mesures coercitives prises pour rendre possible la tranquillité publique ne cachent jamais une guerre aux pauvres, une guerre aux jeunes, une guerre à ceux de nos enfants qui n'ont pas les Gaulois pour ancêtres(...) »